



Pour financer les retraites, c'est à l'entreprise que ça se joue ! Le patronat ne pense qu'à ses profits, L'entreprise c'est nous, les salariés

**Rassemblement devant le MEDEF
Mercredi 3 novembre à partir de 12 heures
55 Avenue Bosquet Paris (7^{ième}) -métro Ecole Militaire**

Dans les entreprises d'Ile-de-France, des centaines de milliers de salariés du Privé et du Public se mobilisent dans l'unité, toujours plus nombreux et déterminés pour revendiquer une réforme des retraites socialement juste et économiquement efficace.

Des salariés sont en grèves reconductibles comme à la SNCF, dans les raffineries et dépôts de carburants, les services publics, l'automobile, d'autres rejoignent massivement l'action gréviste comme le 12, 19 et 28 octobre ou participent en famille aux manifestations comme les samedis 2 et 16 octobre ou celle à venir du 6 novembre.

Des centaines d'initiatives s'organisent au quotidien dans les entreprises, dans les localités, 71 % de la population soutient cette mobilisation.

Ce mouvement social sans précédent gagne en puissance pour rejeter cette réforme injuste qui serait financée à 85 % par les salariés.

Le gouvernement perd son sang froid répond par le mépris et la répression aux millions de salariés, de jeunes, de retraités dans l'action.

Madame Parisot soutient les choix de ce pouvoir, ils répondent aux intérêts patronaux : ceux des marchés financiers et du

capital, elle reconnaît publiquement être l'inspiratrice de la contre réforme imposée par le gouvernement et Sarkozy.

Ce ne sont pas les salariés qui prennent le pays en otage, comme ose le prétendre le MEDEF, mais le gouvernement qui depuis des semaines multiplie les dénis de démocratie, répond à la jeunesse et aux salariés en lutte par la répression policière, la remise en cause du droit de grève et les réquisitions abusives.

En 2009, la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse affichait un déficit de 10 milliards d'Euros : La crise économique et sociale est passée par là, la disparition de centaines de milliers d'emplois et la précarité de l'emploi pèsent lourd ; c'est un manque à gagner de 5 milliards d'euros de cotisations sociales pour les caisses du régime général de retraite!

Au premier semestre 2010, les profits des entreprises du CAC 40, eux se portent bien. Ils frôlent les 43 milliards d'euros, seront distribués sous forme de dividendes aux actionnaires et n'iront ni à la création d'emploi, ni aux salariés.

Pourtant pour le MEDEF et la CGPME, les syndicats des Patrons, les caisses seraient vides et les cotisations sociales le seul frein à la croissance économique du pays. En fait le patronat a les poches pleines et en exige

toujours plus ! Nous ne voulons pas sacrifier 2 ans de notre vie pour encore plus engraisser les actionnaires du CAC 40 et les patrons des assurances, qui attendent le signal pour se ruiner sur le magot que représente les retraites.

Sarkozy, depuis le début de son mandat présidentiel a rempli les caisses du patronat :

Août 2007 : Exonération de cotisations pour toutes les entreprises sur les heures supplémentaires, 4 milliards d'Euros

Janvier 2009 : Aides publiques **massives** aux banques privées, 360 milliards d'euros

Juillet 2009 : Diminution de la TVA pour les entreprises de la restauration, 3 milliards d'Euros.

Janvier 2010 : Suppression de la taxe professionnelle, 12 milliards d'Euros.

Toutes ces mesures ont creusé le déficit du financement de la protection sociale et celui du système de retraite solidaire. Aujourd'hui le gouvernement et le MEDEF nous déclare sur tout les tons que notre système de retraite n'est plus financé ! A qui la faute !

Pour faire reculer le gouvernement et le patronat

Pour imposer une retraite à 60 ans, pour tous, à taux plein et sans décote

Un seul choix : poursuivre et amplifier les mobilisations, renforcer la grève

Élargir le mouvement dans l'unité la plus large

Dans chaque entreprise, agir pour des augmentations de salaires, la reconnaissance des qualifications, des transformations d'emplois à temps partiels en emploi à temps complet : c'est s'engager pour gagner sur les

financements de la retraite ; c'est s'engager pour gagner l'amélioration des conditions de travail, la création d'emplois contre les restructurations ou les fermetures d'entreprises.

Un million d'emplois c'est 5 milliards de recettes annuelles supplémentaires pour les régimes de retraite !

L'emploi, les salaires, les conditions de travail sont au rendez vous des grèves et des manifestations.

Ce qui est à l'ordre du jour, dans l'unité syndicale, c'est la réponse aux préoccupations des salariés qui aspirent à plus de justice sociale, à une autre répartition des richesses. Il faut taxer les revenus financiers spéculatifs !

Le gouvernement ne doit pas promulguer cette loi injuste.

Le patronat doit s'engager dans de sérieuses négociations avec les organisations syndicales sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les investissements à l'entreprise et ouvrir enfin une réelle négociation sur les retraites qui n'a jamais eu lieu contrairement à ce qu'affirme le gouvernement.

Pour cela, les salariés en île de France sont déterminés à se faire entendre La CGT leur donne rendez vous devant le MEDEF le Mercredi 3 Novembre

Pour exiger du patronat que les entreprises assument leurs responsabilités sociales et respectent les salariés qui sont l'élément essentiel de la création des richesses

Pour me faire entendre, je me syndique à la CGT

Nom : Prénom :Age

Adresse :

Entreprise : Localité :

Bulletin à retourner à l'URIF-CGT – Case 455 – 263, Rue de Paris – 93514 Montreuil– urif@cgt.fr